

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/LIC/M/15

3 juin 2002

(02-3041)

## Comité des licences d'importation

### COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 14 MAI 2002

Présidente: Mme Simone Rudder (Barbade)

Le Comité des licences d'importation a tenu sa quinzième réunion le 14 mai 2002. L'ordre du jour proposé pour la réunion, qui figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/1791/Rev.1, a été adopté comme suit:

<b>1.</b>	<b>Respect des obligations de notification - Évolution de la situation depuis la dernière réunion.....</b>	<b>1</b>
<b>2.</b>	<b>Notifications.....</b>	<b>5</b>
i)	<i>Notifications au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b) de l'Accord (publications et/ou législation).....</i>	<i>5</i>
ii)	<i>Notifications au titre de l'article 7:3 de l'Accord (réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation).....</i>	<i>7</i>
iii)	<i>Notifications au titre de l'article 5 de l'Accord (nouvelles procédures de licence d'importation, modifications apportées aux procédures de licences existantes et contre-notifications).....</i>	<i>10</i>
<b>3.</b>	<b>Travaux préparatoires en rapport avec le paragraphe 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine à l'Organisation mondiale du commerce.....</b>	<b>12</b>
<b>4.</b>	<b>Autres questions.....</b>	<b>14</b>
i)	<i>Administration des contingents tarifaires en Chine.....</i>	<i>14</i>
ii)	<i>Débat sur les dispositions en matière de traitement spécial et différencié au Comité du commerce et du développement .....</i>	<i>14</i>
iii)	<i>Assistance technique concernant les programmes de travail des organes de l'OMC .....</i>	<i>15</i>
iv)	<i>Date de la prochaine réunion .....</i>	<i>15</i>
v)	<i>Élection du bureau.....</i>	<i>15</i>

#### **1. Respect des obligations de notification - Évolution de la situation depuis la dernière réunion**

1.1 La Présidente a fait observer que le non-respect par les Membres des obligations en matière de transparence découlant de l'Accord était la principale préoccupation du Comité depuis quelque temps et que ce dernier avait débattu de cette question lors de plusieurs réunions. Elle a rappelé que, afin que tous les Membres respectent davantage leurs engagements, elle avait envoyé des rappels en avril 2001 aux quelque 42 Membres qui n'avaient jusque là présenté aucune notification au titre de

l'une quelconque des dispositions de l'Accord, exprimant les préoccupations du Comité et leur conseillant vivement de faire tous les efforts nécessaires avec leurs autorités afin de remplir leurs obligations de notification avant la réunion d'octobre 2001. Elle a rappelé que les Membres qui n'avaient appliqué aucune procédure de licences d'importation ou qui n'avaient ni lois ni règlements en rapport avec les dispositions de l'Accord devaient en informer le Comité. En outre, il était demandé à ceux qui avaient des difficultés à présenter leurs notifications d'indiquer comment, d'après eux, le Secrétariat pourrait les aider à surmonter ces difficultés. La Présidente a informé le Comité que seuls cinq Membres avaient répondu à ce rappel et qu'aucune délégation n'avait fait part de difficultés à présenter ses notifications ou de besoins d'assistance technique.

1.2 La Présidente a également fait remarquer qu'à la suite de la dernière réunion de novembre 2001, d'autres rappels avaient été envoyés aux Membres qui n'avaient jamais notifié de lois ni de règlements, qui n'avaient jamais répondu au questionnaire et qui n'avaient pas mis à jour leurs réponses à celui-ci depuis 1998, leur demandant de soumettre leurs propositions pour le 14 décembre 2001. Ces Membres étaient également informés que le Secrétariat était disposé à leur fournir une assistance si leurs autorités rencontraient des difficultés à présenter leurs notifications et il leur était demandé d'indiquer comment, selon eux, le Secrétariat pourrait les aider. Sur les 83 Membres qui avaient reçu des rappels en novembre 2001, 19 avaient répondu avec 30 notifications.

1.3. La Présidente a dit que le Secrétariat avait également rappelé de manière informelle depuis la dernière réunion à plusieurs délégations leurs notifications en retard, et que certaines d'entre elles avaient en fait promis de présenter bientôt leurs notifications. Mais là encore, aucune délégation n'avait informé le Secrétariat de difficultés à présenter des notifications ou n'avait indiqué de quelle façon, selon elles, le Secrétariat pourrait les aider à mieux respecter leurs obligations. En outre, comme l'avait demandé le Comité lors de la dernière réunion, le Secrétariat, au titre de son activité de suivi, avait rappelé aux 18 délégations les réponses en suspens aux questions qui leur avaient été posées par plusieurs délégations, et distribuées dans la série G/LIC/Q/-.

1.4. La Présidente a dit qu'elle avait également saisi l'occasion de s'adresser, en avril 2002, aux participants de la quatrième Semaine de Genève, suivie par quelques 44 fonctionnaires de 24 gouvernements Membres qui n'avaient pas de représentation permanente à Genève. Ces derniers faisant partie des Membres qui n'avaient pas mis leurs notifications à jour, elle a pensé qu'il serait utile d'attirer l'attention de ces participants sur les obligations de notification au titre de l'Accord sur les licences d'importation. Ces représentants étaient instamment invités, lorsqu'ils regagneraient leur capitale, à déployer tous les efforts nécessaires auprès de leurs autorités en vue de respecter les obligations de notification au titre de l'Accord, ou d'identifier quel type d'assistance ils estimaient nécessaire afin de faciliter leur tâche. C'était le troisième rappel en un an de la Présidente concernant cette question à la plupart des Membres qui n'étaient pas en conformité, et le deuxième rappel aux autres.

1.5 La Présidente a en outre rappelé que, à la fin de chaque année, le Registre central des notifications envoyait à chaque Membre une liste de notifications qui devraient être présentées au cours de l'année suivante au titre de tous les Accords de l'OMC. Cet envoi était suivi de rappels périodiques de la part du Registre aux Membres qui n'avaient pas rempli leurs obligations de notification pendant l'année.

1.6 La Présidente a informé le Comité que, depuis la dernière réunion, 49 notifications avaient été reçues, ce qui constituait une réponse positive aux efforts faits par la Présidence et le Secrétariat pour demander le respect des obligations de notification découlant de l'Accord. Malgré ce progrès, à ce

jour, sur un total de 144 Membres, 35<sup>1</sup> n'avaient présenté aucune notification depuis leur adhésion à l'OMC; seuls 94 Membres (en comptant chaque État membre des Communautés européennes pour un) avaient présenté des notifications de lois et règlements (au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b)); 95 Membres seulement avaient fourni des réponses au questionnaire (au titre de l'article 7:3) depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC; et 38 seulement avaient notifié de nouvelles procédures de licences ou des modifications de procédures existantes (au titre des paragraphes 1 à 4 de l'article 5).

1.7 La Présidente a également indiqué que certains Membres avaient notifié de nouvelles procédures de licences d'importation ou des modifications de procédures existantes au titre des paragraphes 1 à 4 de l'article 5 sans avoir notifié le régime lui-même, et sans avoir répondu au questionnaire au titre de l'article 7:3.<sup>2</sup>

1.8 Elle a dit que, alors que l'article 5:5 de l'Accord prévoyait la présentation de contre-notifications lorsqu'un Membre considérait qu'un autre Membre n'avait pas notifié l'établissement ou la modification d'une procédure de licences, aucune contre-notification n'avait été reçue à la date de la réunion en cours.

1.9 Le représentant des États-Unis a remercié les Membres qui avaient présenté des notifications et en particulier à ceux qui l'avaient fait pour la première fois. Notifier un régime de licences ou son absence était essentiel aux obligations découlant de l'Accord. Une notification détaillée et cohérente permettait une vision d'ensemble complète des régimes de licences existant dans le système commercial. Les notifications étaient un élément essentiel des obligations des Membres de l'OMC et une preuve tangible du respect qu'ils se devaient mutuellement d'être à la fois transparents dans l'administration de leurs régimes commerciaux et prêts à répondre aux demandes légitimes d'information concernant l'accès à leurs marchés respectifs. Malgré cela, le respect des prescriptions en matière de notification découlant de l'Accord dépassait à peine 50 pour cent. Ce manque de respect avait été signalé au cours des réunions précédentes. L'intervenant comprenait parfaitement la difficulté et la nature contraignante du processus de notification et de révision, et il comprenait également que de nombreux Membres n'avaient présenté de notifications parce qu'ils n'appliquaient pas de régime de licences d'importation. Cependant, certains autres appliquaient des régimes de licences ou les avaient modifiés, mais résistaient à les notifier au Comité. Le représentant a indiqué que certains Membres n'avaient jamais rempli le questionnaire. C'était une question beaucoup plus large. Par exemple, lors du récent examen de la politique commerciale du Mexique, on avait constaté que ce dernier appliquait un régime de permis d'importation et utilisait un mécanisme de licences d'importation. Environ 1 pour cent des lignes tarifaires mexicaines étaient soumises à licence. Plusieurs Membres de l'OMC avaient exprimé leur préoccupation concernant le régime de licence mexicain. Or, à la connaissance du représentant des États-Unis, le Mexique n'avait jamais notifié son régime de licences d'importation au Comité conformément à ses obligations envers l'OMC. Cette situation était compliquée par le délai de délivrance des licences (appelées *cupos*) pour des produits comme le blé et les haricots secs. Traditionnellement, le Secrétariat mexicain à l'agriculture décidait de délivrer des *cupos* en fonction de la production nationale et des stocks, mais il avait été prévu que le Mexique se mette en conformité avec ses obligations contractées dans le cadre de l'OMC lorsqu'il avait intégré le GATT et adopté les disciplines de l'Accord sur les licences d'importation. En 2002, le

---

<sup>1</sup> Y compris les pays suivants: Angola, Belize, Botswana, Congo, Djibouti, Égypte, El Salvador, Guinée, Guinée-Bissau, Îles Salomon, Israël, Koweït, Lesotho, Lituanie, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Nicaragua, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République dominicaine, République slovaque, Rwanda, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sierra Leone, Sri Lanka, Suriname, Tanzanie, Thaïlande, Togo et Zambie.

<sup>2</sup> Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sainte-Lucie, Mexique et Venezuela. Le Venezuela a présenté une notification au titre de l'article 7:3 après la réunion (distribué sous la cote G/LIC/N/3/VEN/1).

Mexique avait annoncé et délivré des *cupos* pour le blé et les haricots secs. Cela constituait une avancée décisive attendue depuis longtemps. Les importateurs des États-Unis s'inquiétaient du respect à long terme des engagements pris par le Mexique. Les autorités américaines conseillaient vivement à ce dernier de partir de là pour adopter une nouvelle approche des prescriptions de l'OMC et du Comité. De même, les autorités américaines savaient que la Malaisie avait mis en œuvre une nouvelle prescription en matière de licences d'importation pour cinq catégories de produits sidérurgiques le 15 mars 2002, mais n'avait publié ces dispositions que onze jours plus tard, le 26 mars 2002. Cela était loin d'être conforme à l'obligation au titre de l'article 1:4 a) de l'Accord qui demandait aux Membres de signaler, dans la mesure du possible, 21 jours à l'avance les changements apportés aux prescriptions en matière de licences et, dans tous les cas, de publier ces changements au plus tard à la date à laquelle ils prenaient effet. Soucieux d'améliorer la transparence de cette réglementation, les États-Unis encourageaient la Malaisie à notifier au Comité des licences d'importation les changements apportés à ses procédures de licences d'importation dans les 60 jours suivant leur publication, comme le voulait à l'article 5:1 de l'Accord. L'intervenant a noté en outre que d'autres Membres, comme l'Équateur, l'Égypte, Israël et le Venezuela, qui conservaient des régimes de licences, soit n'avaient pas notifié leurs mesures et leur législation au Comité, soit n'avaient pas rempli le questionnaire annuel malgré les suggestions faites par les autres Membres lors des précédentes réunions du Comité.

1.10 Le représentant des États-Unis a donc suggéré que la Présidence contacte à nouveau les Membres qui n'avaient jamais notifié leur législation ou répondu au questionnaire, en leur demandant de faire des efforts pour se mettre en conformité avec ces prescriptions avant la réunion de septembre 2002. Il suggérait que la Présidence continue également à étudier la façon dont le Secrétariat et les Membres pourraient aider les autres Membres à répondre au questionnaire. Il a suggéré que le Comité examine cette question lors de la réunion suivante, date à laquelle il espérait que le Comité aurait plus de renseignements sur les régimes de licence existants et plus de notifications initiales. Sa délégation était sensible aux efforts de la Présidente et du Secrétariat au cours des six derniers mois pour améliorer la situation.

1.11 La représentante du Venezuela s'est dite satisfaite des renseignements donnés par la Présidence sur l'état actuel des notifications et a informé le Comité que les réponses au questionnaire et des exemplaires de la législation pertinente seraient remis par sa délégation dans les tous prochains jours.<sup>3</sup> Elle espérait que ces notifications répondraient aux préoccupations exprimées par la délégation des États-Unis. Elle a informé cette dernière qu'en outre les régimes de licence au titre des contingents agricoles, le Venezuela appliquait également d'autres régimes qui seraient décrits dans les réponses au questionnaire. Sa délégation accueillerait volontiers toutes questions des Membres concernant ces notifications.

1.12 Le représentant du Mexique a dit que la question soulevée par la délégation des États-Unis était déjà en cours de discussion entre les deux délégations et que les notifications du Mexique étaient en cours d'élaboration pour être présentées au Secrétariat.

1.13 Le représentant de l'Inde s'est dit sensible aux efforts faits par la Présidente pour veiller à ce que les Membres respectent davantage les obligations de notification et il a dit que sa délégation aimerait voir ces efforts, soutenus par le Secrétariat, se poursuivre pour améliorer encore la situation.

1.14 Le représentant de l'Équateur a souligné l'importance que son pays attachait aux obligations de notification et a dit que sa délégation prenait note des observations et des déclarations faites par la délégation des États-Unis pendant la réunion en cours ainsi que lors de réunions précédentes.

---

<sup>3</sup> La notification du Venezuela au titre de l'article 7:3 a ensuite été distribuée sous la cote G/LIC/N/3/VEN/1.

Concernant les rappels que sa délégation avait reçus de la Présidente et du Secrétariat, il a dit qu'il avait appris de sa capitale qu'une notification complète ainsi que des réponses mises à jour au questionnaire étaient en cours d'élaboration pour être remises au Secrétariat.

1.15 La Présidente a dit que le respect des obligations de notification était une question essentielle aux travaux du Comité et qu'elle était satisfaite de constater une attitude positive et constructive visant à faire en sorte que tous les Membres continuent à progresser dans le respect de leurs obligations de notification. Elle espérait que cette tendance allait se poursuivre.

1.16 Le Comité a pris note des déclarations.

## **2. Notifications**

*i) Notifications au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b) de l'Accord (publications et/ou législation)*

2.1 La Présidente a rappelé que les articles 1:4 a) et 8:2 b) et les procédures approuvées par le Comité exigeaient de tous les Membres qu'ils publient leurs lois, réglementations et procédures administratives et qu'ils remettent des exemplaires de toutes les publications ou lois et réglementations pertinentes lors de leur accession à l'OMC. Toutes modifications ultérieures apportées à ces lois, réglementations et procédures administratives devaient également être notifiées. Notant qu'à la date de la réunion en cours, seuls 94 Membres (en comptant pour un chaque État membre des Communautés européennes) avaient remis des notifications sur leur législation, la Présidente a instamment invité les Membres qui n'avaient pas encore communiqué d'informations sur leurs lois et réglementations ayant trait aux procédures de licences d'importation de présenter leurs notifications sans plus attendre. Elle a rappelé qu'il était demandé même aux Membres n'appliquant pas de procédures de licences d'importation ou n'ayant ni loi ni réglementation relevant de l'Accord d'en informer le Comité pour qu'il ait une vision d'ensemble complète des régimes de licences de tous les Membres.

2.2 La Présidente a dit que 13 notifications étaient présentées au Comité pour examen, émanant des pays suivants: Antigua-et-Barbuda (G/LIC/N/1/ATG/1), Côte d'Ivoire (G/LIC/N/1/CIV/1), Croatie (G/LIC/N/1/HRV/1), Estonie (G/LIC/N/1/EST/1/Add.2), Communautés européennes (G/LIC/N/1/EEC/2/Add.3), Gabon (G/LIC/N/1/GAB/2), Géorgie (G/LIC/N/1/GEO/1), Grenade (G/LIC/N/1/GRD/1), Guyana (G/LIC/N/1/GUY/1), Hongrie (G/LIC/N/1/HUN/5), Inde (G/LIC/N/1/IND/4) et Macao, Chine (G/LIC/N/1/MAC/1 et Add.1). Des exemplaires des lois et réglementations présentés au titre de ces dispositions pouvaient être consultés au Secrétariat. S'agissant du document de la Hongrie G/LIC/N/1/HUN/5, la Présidente a indiqué que la version espagnole n'avait été publiée que le jour de la réunion. Elle a suggéré que le Comité procède néanmoins à l'examen de cette notification, étant entendu que les Membres auraient la possibilité de l'examiner à nouveau lors de la réunion suivante. Elle a rappelé que le Comité avait procédé ainsi lors de la dernière réunion concernant certaines notifications qui n'avaient pas été publiées dans les trois langues officielles avant la réunion.

2.3 Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation remerciait tous les Membres qui avaient présenté des notifications de leurs lois et réglementations. Bien que n'ayant en aucune manière l'intention d'intervenir sur chaque notification individuellement, il souhaitait faire une remarque d'ordre général sur les notifications à examiner. Il a dit que les autorités de son pays avaient eu du mal à examiner correctement les notifications, en particulier celles qui n'avaient été remises que quelques jours avant la réunion; par exemple la notification de la Hongrie, G/LIC/N/1/HUN/5, datée du 23 avril 2002, n'avait été reçue que le 1<sup>er</sup> mai 2002. Il était satisfait d'avoir reçu ces notifications, mais sa délégation suggérait que les notifications reçues moins de 30 avant la réunion devraient peut-être être automatiquement inscrites à l'ordre du jour de la réunion suivante, afin que les

délégations soient plus à même de les examiner. Le but de cette suggestion n'était que de donner aux délégations une possibilité supplémentaire d'examiner les notifications pour en débattre. Il lui semblait utile de pouvoir revenir, lors de la réunion suivante, sur la notification de la Hongrie et sur d'autres qui n'avaient été remises au Secrétariat que récemment.

2.4 La Présidente, faisant remarquer que le Comité ne se réunissait que deux fois par an, a suggéré que ce dernier regarde toutes les notifications énumérées dans l'aérogamme pendant la réunion en cours, mais avec la faculté de les réexaminer lors de la réunion suivante.

2.5 Le représentant de la Hongrie a dit qu'il ne voyait pas d'objection à la proposition des États-Unis. Le Comité avait le droit de revenir sur toute notification s'il le souhaitait. Toutefois, l'intervenant souhaitait, puisque le représentant des États-Unis citait la notification remise par la délégation hongroise à titre d'exemple, informer ce dernier et les autres Membres que cette notification indiquait clairement qu'il n'y avait eu aucune modification concernant l'application des procédures de licences d'importation ni d'autres dispositions de fond des réglementations depuis leur notification publiée sous la cote G/LIC/N/1/HUN/4, excepté que la liste des produits soumis à licence avait été considérablement raccourcie. L'important à son avis était de voir s'il y avait des changements dans l'application d'un régime de licences d'exportations par rapport au régime notifié dans une précédente notification. Il ne voyait pas d'objection à ce qu'un Membre veuille revenir sur une notification, mais il ne voulait pas que cela devienne une règle.

2.6 Le représentant de l'Inde a dit qu'il ne voyait pas d'inconvénient à la suggestion des États-Unis. Il avait noté à cet égard de sérieux retards dans la mise à disposition des versions traduites de certaines notifications présentées au Comité. Le problème venait, à son avis, non seulement de la remise tardive des notifications mais également en partie de retards dans la traduction. Il a donc suggéré que le Secrétariat aborde ce sujet avec le service des traductions de l'OMC et que priorité soit donnée aux notifications faites au Comité.

2.7 La Présidente a dit que ces préoccupations seraient transmises au service de traduction. S'agissant du laps de temps entre la réception d'une notification par le Secrétariat et la distribution des versions traduites, elle a rappelé que le Comité avait pris l'habitude d'examiner les notifications qui n'avaient pas été publiées dans les trois langues officielles avant la réunion, tout en laissant aux délégations la possibilité de les réexaminer lors de réunions ultérieures et d'y apporter d'éventuelles observations, une fois la notification distribuée dans les trois langues officielles. Puisque le Comité pratiquait ainsi pour l'examen des notifications et qu'il ne se réunissait que deux fois par an, la Présidente a suggéré qu'il pourrait peut-être agir de même concernant la question soulevée par la délégation des États-Unis.

2.8 Le représentant du Mexique a dit qu'il n'avait pas d'objection en soi à la proposition des États-Unis, mais qu'il n'était de toutes façons pas en mesure d'adopter une quelconque règle de procédure à la réunion en cours.

2.9 La Présidente pensait que la préoccupation exprimée par la délégation des États-Unis était peut-être partagée par de nombreuses autres. Elle a donc proposé que le Comité applique la pratique actuelle concernant les notifications qui n'avaient pas été publiées dans les trois langues officielles aux notifications reçues tardivement.

2.10 Le représentant de l'Inde a informé le Comité que son gouvernement avait annoncé une nouvelle politique d'importation et d'exportation entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2002 pour une durée de cinq ans, jusqu'au 31 mars 2007. Des informations sur cette nouvelle politique étaient disponibles sur le site Web <http://www.nic.in/eximpol>. Une notification serait remise au Comité sous peu. Les réponses de l'Inde au questionnaire seraient également mises à jour afin de répercuter les changements de la nouvelle politique d'importation et d'exportation.

2.11 À propos des deux questions posées par la délégation des États-Unis à la réunion d'avril 2001 sur le régime de licences d'importation de l'Inde (distribué sous la cote G/LIC/Q/IND/6), l'intervenant a répondu que l'importation de tous les articles indiqués dans la notification distribuée sous la cote G/LIC/N/1/IND/3-G/LIC/N/2/IND/3 était libre. S'agissant de la seconde question des États-Unis sur les réponses de l'Inde au questionnaire (distribuées sous la cote G/LIC/N/3/IND/4), il a répondu qu'à la suite des modifications apportées à la politique d'importation le 31 mars 2001, toutes les restrictions à l'importation qui avaient été appliquées à des fins de balance des paiements avaient été levées; le régime spécial de licences d'importation avait été aboli le 31 mars 2001; et des restrictions à l'importation étaient maintenues pour certains articles en vertu des exceptions prévues dans les articles XX et XXI du GATT, et étaient réexaminées périodiquement.

2.12 La Présidente a demandé au représentant de l'Inde de remettre les réponses ci-dessus par écrit au représentant des États-Unis, avec copies au Secrétariat pour distribution aux autres Membres.

2.13 La Présidente a rappelé qu'outre les notifications énumérées dans l'aérogamme, le Comité était saisi de deux autres notifications émanant de la Turquie (G/LIC/N/1/TUR/3/Add.1) et de l'Uruguay (G/LIC/N/1/URY/3), qu'il avait examinées lors à sa réunion d'octobre 2001 bien qu'elles n'aient pas été disponibles dans les trois langues officielles, étant entendu qu'elles seraient réexaminées à la réunion en cours.

2.14 Le représentant des États-Unis a dit qu'il n'avait reçu aucune question de ses autorités concernant les deux notifications de la Turquie et de l'Uruguay. Selon lui, cela pouvait être en partie dû au fait que les deux documents ne figuraient pas dans l'ordre du jour distribué pour la réunion en cours. Il suggérait donc que dans des situations semblables, les documents figurent à l'ordre du jour distribué dans l'aérogamme pour que les responsables dans les capitales sachent que ces notifications seraient probablement examinées. Ayant pris note de l'observation faite précédemment par le Mexique concernant la règle de procédure, il n'avait pas l'intention de proposer d'en faire une règle. Toutefois, il trouvait délicat de discuter d'un sujet dans une réunion sans que les responsables dans les capitales n'en soient informés.

2.15 La Présidente a dit qu'à chaque réunion, la Présidence proposerait que le Comité examine, s'il était d'accord, les notifications qui n'avaient pas encore été distribuées dans les trois langues officielles, étant entendu qu'il reviendrait sur ces notifications au cours de la réunion suivante. Les deux notifications en question avaient été examinées à la dernière réunion dans ces conditions. La Présidente a suggéré que le Comité prenne note de l'observation faite par la délégation des États-Unis.

2.16 Elle a rappelé aux Membres les procédures d'examen convenues par le Comité (distribuées sous la cote G/LIC/4) selon lesquelles des copies des questions relatives aux notifications et des réponses à ces questions devaient être communiquées au Secrétariat à des fins de transparence.

2.17 Le Comité a pris note des notifications ainsi que des déclarations.

ii) *Notifications au titre de l'article 7:3 de l'Accord (réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation)*

2.18 La Présidente a dit que depuis la dernière réunion, des réponses au questionnaire avaient été reçues des 24 Membres suivants: Albanie; Antigua-et-Barbuda; Argentine; Brésil; Burundi; Canada; Côte d'Ivoire; Croatie; Cuba; Chypre; Estonie; Communautés européennes; Guyana; Hong Kong, Chine; Hongrie; Inde; Japon; Lettonie; Macao, Chine; Maldives; Malte; Moldova; Philippines et Tunisie. De plus, depuis la publication de l'aérogamme convoquant la réunion en cours, le Secrétariat avaient reçu deux notifications émanant de la Bulgarie et de la Barbade, qui figureraient à l'ordre du jour de la réunion suivante.

2.19 Concernant le statut actuel des notifications au titre de l'article 7:3, la Présidente a informé le Comité que depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, seuls 95 Membres au total avaient répondu au questionnaire, en comptant chaque État membre des Communautés européennes pour un, à savoir: onze Membres avaient remis des notifications en 1995, 22 en 1996, 40 en 1997, 26 en 1998, 35 en 1999, 47 en 2000, 38 en 2001, et 17 à ce jour pour cette année. L'Accord imposait à tous les Membres de répondre au questionnaire tous les ans pour le 30 septembre. En conséquence, le nombre de notifications devrait théoriquement être le même que le nombre total de Membres de l'OMC. La Présidente a remarqué qu'un grand nombre de Membres étaient en retard pour leurs notifications et elle les a priés une fois de plus de les présenter sans plus attendre. Elle a signalé que ceux qui n'avaient pas apporté de modifications à leurs procédures de licences d'importation depuis leurs précédentes notifications ou qui n'appliquaient pas de procédures de licences d'importation étaient également tenus d'en informer le Comité. Elle a rappelé que le questionnaire utilisé pour ces notifications était annexé au document G/LIC/3. Si un Membre n'avait pas répondu au questionnaire pendant plusieurs années, il lui suffisait d'envoyer une seule notification pour l'année en cours qui contiendrait toutes les informations pertinentes concernant les procédures de licences appliquées actuellement. S'ils avaient déjà présenté des notifications, les Membres pouvaient mettre à jour la version précédente du document.

2.20 Passant aux notifications présentées au Comité, c'est-à-dire celles de l'Albanie (G/LIC/N/3/ALB/1), d'Antigua-et-Barbuda (G/LIC/N/3/ATG/2), de l'Argentine (G/LIC/N/3/ARG/2/Add.1), du Brésil (G/LIC/N/3/BRA/2), du Burundi (G/LIC/N/3/BUR/2), du Canada (G/LIC/N/3/CAN/4 & Corr.1), de la Côte d'Ivoire (G/LIC/N/3/CIV/1), de la Croatie (G/LIC/N/3/HRV/1), de Cuba (G/LIC/N/3/CUB/1), de Chypre (G/LIC/N/3/CYP/3), de l'Estonie (G/LIC/N/3/EST/2), des Communautés européennes (G/LIC/N/3/EEC/4 & Add.1), du Guyana (G/LIC/N/3/GUY/1), de Hong Kong, Chine (G/LIC/N/3/HKG/5), de la Hongrie (G/LIC/N/3/HUN/3/Add.2), de l'Inde (G/LIC/N/3/IND/5), du Japon (G/LIC/N/3/JPN/2), de la Lettonie (G/LIC/N/3/LVA/2), de Macao, Chine (G/LIC/N/3/MAC/4), des Maldives (G/LIC/N/3/MDV/1), de Malte (G/LIC/N/3/MLT/3), de la Moldova (G/LIC/N/3/MDA/1), des Philippines (G/LIC/N/3/PHL/4) et de la Tunisie (G/LIC/N/3/TUN/3/Add.2), la Présidente a dit que les notifications de Chypre, du Guyana et de l'Inde n'avaient pas encore été distribuées dans les trois langues officielles. Le Comité est toutefois convenu de procéder à l'examen de toutes les notifications indiquées dans l'aérogamme, y compris celles des trois Membres susmentionnés. Les notifications à examiner au cours de la réunion incluaient celles d'Antigua-et-Barbuda (G/LIC/N/3/ATG/1), de la Géorgie (G/LIC/N/3/GEO/1) et de la Turquie (G/LIC/N/3/TUR/4 & Corr.1) qui avaient déjà été examinées par le Comité lors de la dernière réunion malgré l'absence de traduction dans les trois langues officielles avant la réunion. La Présidente a indiqué que, comme c'était le cas avec toutes les notifications présentées au titre de l'Accord, si les délégations avaient des questions ou des demandes d'éclaircissement concernant ces notifications, elles avaient la possibilité de les formuler à la réunion en cours, ou de le faire par écrit plus tard avec copie au Secrétariat pour distribution aux autres Membres (G/LIC/4, Points convenus au sujet des procédures d'examen des notifications).

2.21 Le représentant de la Jordanie, en réponse aux questions posées par les États-Unis et distribuées sous la cote G/LIC/Q/JOR/1, a expliqué que les articles figurant dans la section I du document G/LIC/N/3/JOR/1 étaient encore soumis à des procédures de licences conformément aux anciens règlements, et qu'après l'entrée en vigueur des nouveaux règlements en Jordanie, ces articles seraient soumis à des licences d'importation applicables comme suit: a) l'eau minérale (SH ex2201.10) et le sel préparé pour la table (SH 25.01) seraient soumis à des licences d'importation automatiques; b) les biscuits (SH ex19.05), les pneus d'automobile usagés (SH ex40.12) et le matériel électronique usagé (SH ex85) seraient soumis à des licences d'importation non automatiques; c) le lait à usage industriel (SH ex04.02) serait soumis à des licences d'importation non automatiques à la date d'entrée en vigueur des nouveaux règlements, qui seraient transformées en licences d'importation automatiques le premier jour de la troisième année de l'accession de la Jordanie à l'OMC



conformément au paragraphe 88 du Protocole d'accession de la Jordanie. En réponse à la question posée par les États-Unis, l'intervenant a répondu que la Jordanie n'appliquait pas de procédure de licences pour les importations de fruits et légumes frais provenant de pays Membres de l'OMC. Toutefois, les importations de pommes de terre, d'oignons et d'ail étaient soumises à une approbation préalable de l'Organisation de commercialisation des produits agricoles, maintenue uniquement pour des raisons statistiques et non pour contrôler les quantités importées. Les pommes de terre, les oignons et l'ail seraient soumis à des licences d'importation automatiques au titre des nouveaux règlements.<sup>4</sup>

2.22 À propos de la notification des Communautés européennes, le représentant des États-Unis a dit qu'il était entendu pour sa délégation que les importateurs de fruits et légumes biologiques devaient obtenir une autorisation d'importation avant d'importer. Si tel était le cas, il se demandait pourquoi cette mesure ne figurait pas dans l'annexe 1 du document G/LIC/N/3/EEC/4, qui énumérait les produits agricoles soumis à des licences d'importation.<sup>5</sup>

2.23 Concernant la notification du Costa Rica distribuée sous la cote G/LIC/N/3/CRI/3, le représentant des États-Unis a dit que, selon ce document, le Costa Rica donnait droit à un taux de droit inférieur dans les limites des contingents tarifaires pour un certain nombre de produits agricoles, y compris le riz. Ce système d'attribution fonctionnait comme un système de licences non automatiques aux termes de l'Accord sur l'OMC. Le Costa Rica avait notifié sa législation et répondu au questionnaire. Les États-Unis avaient été un importateur régulier de riz costaricien pendant toute la durée du système actuel et avaient trouvé ce dernier compliqué depuis le début. En particulier, les permis d'importation n'étaient pas accordés conformément au système transparent et prévisible décrit dans les notifications du Costa Rica. Ce dernier avait de nouveau monopolisé l'importation du riz grâce au Conseil de production national (CNP), une entité étatique, pour contrôler la quantité importée et le prix du riz. Selon la loi costaricienne, tous les permis d'importation devaient être délivrés en huit jours. Dans certains cas particuliers, il existait une prorogation de quatre jours. Selon les informations dont disposaient les États-Unis, le Costa Rica n'avait accordé aucun permis d'importation depuis le début de l'année 2002. En outre, des permis d'importation préalablement octroyés pour cette année avaient été invalidés, ce qui avait entraîné de lourdes pertes financières pour les entreprises qui essayaient d'utiliser l'accès au marché mis en place par le Costa Rica dans les engagements qu'il avait contractés au moment de son accession, puis durant le Cycle d'Uruguay. Malgré les efforts de Washington et de l'Ambassade des États-Unis à San José, le gouvernement costaricien n'avait pas donné d'explication claire à son refus de délivrer des permis d'importation pour le riz. L'intervenant a demandé au Costa Rica d'expliquer pourquoi le régime exposé dans le document G/LIC/N/3/CRI/3 n'était pas opérationnel et comment les exportateurs de riz américains pouvaient utiliser l'accès au marché négocié en leur nom avec le Costa Rica.<sup>6</sup>

2.24 Concernant la notification de la Roumanie distribuée sous la cote G/LIC/N/2/ROM/3, le représentant des États-Unis a dit que bien que la Roumanie ait fourni une liste des produits actuellement soumis à des licences automatiques, elle avait omis d'indiquer si ces mesures étaient couvertes par la législation actuellement notifiée et par ses réponses au questionnaire sur les licences d'importation. Elle n'avait pas non plus donné d'informations supplémentaires concernant les mécanismes de ce système de licences. La délégation américaine souhaitait savoir s'il s'agissait d'un nouveau système ou s'il était couvert par les notifications antérieures de la Roumanie, et si les licences

---

<sup>4</sup> Les réponses ont été distribuées ensuite sous la cote G/LIC/Q/JOR/2.

<sup>5</sup> La question a ensuite été distribuée sous la cote G/LIC/Q/EEC/1.

<sup>6</sup> Distribué ensuite sous la cote G/LIC/Q/CRI/4.

automatiques était le seul moyen d'obtenir les informations nécessaires à l'établissement de statistiques.<sup>7</sup>

2.25 Les représentants du Costa Rica, de la Roumanie et des Communautés européennes ont dit qu'ils avaient pris note des questions à renvoyer à leurs capitales. La Présidente leur a demandé de donner leurs réponses par écrit directement à la délégation des États-Unis avec copies au Secrétariat à des fins de transparence.

2.26 Le Comité a pris note des notifications ainsi que des déclarations.

iii) *Notifications au titre de l'article 5 de l'Accord (nouvelles procédures de licence d'importation, modifications apportées aux procédures de licences existantes et contre-notifications)*

2.27 La Présidente a rappelé qu'au titre des paragraphes 1 à 4 de l'article 5, il était demandé aux Membres qui établissaient des procédures de licences ou apportaient des modifications à leurs procédures de le notifier au Comité dans les 60 jours suivant la publication de ces procédures. Selon le paragraphe 2 de l'article 5, la notification devait contenir les renseignements suivants: liste des produits soumis aux procédures de licences; point de contact chargé de communiquer des renseignements sur les conditions de recevabilité; organes administratifs auxquels présenter les demandes; date et titre de la publication où étaient publiées les procédures de licences; indication du caractère automatique ou non automatique de la procédure de licences, conformément aux définitions énoncées dans l'Accord; dans le cas des procédures de licences d'importation automatiques, indication de leur objectif administratif; dans le cas des procédures de licences d'importation non automatiques, indication de la mesure qui est mise en œuvre par le biais de la procédure de licences; durée d'application prévue de la procédure de licences si elle peut être estimée, et sinon, raison pour laquelle ces renseignements ne peuvent pas être fournis. Les Membres devaient également notifier au Comité les publications dans lesquelles les renseignements demandés dans l'article 1:4 seraient publiés.

2.28 De plus, au titre du paragraphe 5 de l'article 5, tout Membre intéressé qui considérait qu'un autre Membre n'avait pas notifié l'établissement ou la modification d'une procédure de licences conformément aux dispositions des paragraphes 1 à 3 de l'article 5, pouvait porter la question à l'attention de cet autre Membre et, si une notification n'était pas présentée ensuite dans les moindres délais, le Membre intéressé pouvait notifier lui-même la procédure de licences ou les changements qui y étaient apportés, y compris tous renseignements pertinents et disponibles. La Présidente a informé le Comité que le Secrétariat n'avait reçu aucune notification au titre de cette disposition depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

2.29 La Présidente a dit que neuf notifications étaient présentées au Comité pour examen, émanant des pays suivants: Albanie (G/LIC/N/2/ALB/1), Hongrie (G/LIC/N/2/HUN/2), Inde (G/LIC/N/2/IND/4), Pologne (G/LIC/N/2/POL/4/Add.1 & POL/5/Add.1), Roumanie (G/LIC/N/2/ROM/3), Sainte-Lucie (G/LIC/N/2/LCA/1) et Venezuela (G/LIC/N/2/VEN/3 & 4). En outre, depuis la publication de l'aérogramme convoquant la réunion en cours, la Pologne avait présenté une communication qui figurerait à l'ordre du jour de la réunion suivante.

2.30 Le représentant des États-Unis a remercié le Venezuela et les autres Membres qui avaient présenté des notifications et a accueilli avec satisfaction la déclaration du Venezuela selon laquelle il était prêt à présenter les notifications demandées. Le Venezuela imposait des licences d'importation pour de nombreux produits y compris le maïs, le sorgho à grains, diverses graines oléagineuses et

---

<sup>7</sup> Distribué ensuite sous la cote G/LIC/Q/ROM/1.

leurs produits, la graisse jaune, les volailles, les produits laitiers et le raisin, entre autres. Le Venezuela avait déjà notifié des licences d'importation pour certains de ces produits agricoles, mais ces notifications semblaient incomplètes. Par exemple, elles ne faisaient pas mention de demandes de licences d'importation en vigueur pour le maïs, la farine de soja et la graisse jaune. Pour les produits que le Venezuela avait notifiés dans les documents G/LIC/N/2/VEN/3 et 4 comme étant soumis à des licences d'importation, il n'était pas indiqué que les licences étaient non automatiques, alors qu'elles étaient actuellement refusées pour nombre de ces produits. La délivrance des licences d'importation dépendait généralement du respect des accords d'absorption ou de prescriptions SPS peu claires. Les problèmes rapportés aux autorités des États-Unis étaient notamment des retards dans la délivrance des licences, la réduction des quantités autorisées, l'obligation de prouver que des produits nationaux avaient aussi été achetés, et l'ajout de nouvelles prescriptions SPS. Habituellement, les importateurs n'étaient pas informés par écrit de ces prescriptions et délais supplémentaires. Les autorités des États-Unis s'inquiétaient particulièrement des prescriptions en matière de licences d'importation concernant le maïs. La délivrance des licences d'importation pour le maïs jaune s'était en fait totalement arrêtée depuis que le Ministère vénézuélien de l'agriculture avait annoncé en septembre 2001 qu'aucune licence d'importation ne serait délivrée jusqu'à ce que tout le maïs d'origine nationale ait été commercialisé. Les autorités américaines croyaient comprendre que le récent refus du Venezuela de délivrer des licences d'importation pour le raisin pouvait être attribué à des préoccupations d'ordre phytosanitaire. Une notification des politiques relatives aux licences d'importation concernant ce produit et des raisons pour lesquelles elles étaient appliquées aideraient à clarifier la situation pour les importateurs. La délégation des États-Unis notait également que le Venezuela n'avait pas donné de renseignements initiaux sur ses prescriptions en matière de licences d'importation aux Membres du Comité sous la forme de réponses au questionnaire sur les licences d'importation. Les renseignements fournis grâce à ce questionnaire étaient particulièrement importants dans le cas du Venezuela, car les pratiques en matière de licences d'importation au Venezuela avaient un effet très restrictif sur les importations d'un grand nombre de produits. Il serait particulièrement intéressant de savoir: a) s'il existait des prescriptions administratives particulières liées aux prescriptions en matière de licences d'importation pour les produits mentionnés ci-dessus, ainsi que pour des produits déjà notifiés au Comité, y compris toute limitation d'ordre quantitatif des importations autorisées avec une seule licence; b) quel était le nombre de licences d'importation accordées, le nombre de licences refusées et la quantité importée des produits mentionnés plus haut, ainsi que des produits notifiés précédemment au Comité, par pays fournisseur, au cours des 24 derniers mois; c) quelles étaient les organisations gouvernementales vénézuéliennes chargées d'administrer les prescriptions en matière de licences d'importation pour les produits en question; et d) quels étaient les textes portant autorisation de telles mesures en vertu de la loi vénézuélienne.<sup>8</sup>

2.31 Concernant le régime de licences turc, le représentant des États-Unis a dit que la Turquie maintenait des prescriptions en matière de licences d'importation (grâce aux "control belgisi" ou certificats de contrôle) pour un certain nombre de produits agricoles, dont le blé, le maïs, le riz, les aliments pour animaux de compagnie, certains fruits mentionnés au chapitre 8 du tarif douanier harmonisé (TDH) et les alcools distillés autres que le whisky mentionnés à la position TDH 2208. Bien que la Turquie ait notifié par le passé des prescriptions en matière de licences d'importation pour un certain nombre de produits industriels, elle n'avait jamais notifié de procédures de licences d'importation pour des produits agricoles au Comité des licences d'importation, comme l'exigeait l'article 5 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Il était particulièrement important que la Turquie fournisse cette notification, car la délivrance de licences d'importation concernant les produits agricoles en question avait été souvent refusée. La délégation des États-Unis avait tenté en vain de régler cette question bilatéralement. La politique turque en matière de régimes de licences d'importation discrétionnaires concernant ces produits agricoles avait provoqué une grande incertitude chez les commerçants intéressés et avait beaucoup découragé les importations. Afin d'apporter une

---

<sup>8</sup> Distribué ensuite sous la cote G/LIC/Q/VEN/3.

plus grande transparence au régime de licences d'importation de la Turquie et de faire en sorte qu'elle respecte l'article 5 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, l'intervenant a demandé qu'elle fournisse une notification complète de toutes ses procédures relatives aux licences d'importations agricoles. Il a également encouragé la Turquie à mettre à jour ses réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation afin de rendre compte des procédures actuelles en matière de licences d'importation pour les produits agricoles. Il serait particulièrement intéressant de connaître: a) les prescriptions administratives particulières relatives aux prescriptions en matière de licences d'importation pour les produits mentionnés ci-dessus, y compris toute limitation d'ordre quantitatif des importations autorisées avec une seule licence; b) le nombre de licences d'importation accordées, le nombre de licences refusées et la quantité importée des produits susmentionnés, ainsi que des produits notifiés précédemment au Comité, par pays fournisseur, au cours des 24 derniers mois; c) les organisations gouvernementales turques chargées d'administrer les prescriptions en matière de licences d'importation pour les produits en question; et d) les textes portant autorisation de telles mesures en vertu de la loi turque.<sup>9</sup>

2.32 Les représentants de la Turquie et du Venezuela ont dit que les réponses aux questions du représentant des États-Unis seraient fournies par écrit. La Présidente leur a demandé d'envoyer leurs réponses écrites directement à la délégation des États-Unis avec copies au Secrétariat à des fins de transparence.

2.33 Le Comité a pris note des notifications ainsi que des déclarations.

### **3. Travaux préparatoires en rapport avec le paragraphe 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine à l'Organisation mondiale du commerce**

3.1 La Présidente a informé le Comité que ce point, inscrit à l'ordre du jour à la demande de la délégation des États-Unis, avait été modifié après la publication de l'aérogramme convoquant la réunion en cours, pour être conçu comme indiqué ci-dessus. Elle a rappelé que, conformément au Protocole d'accession de la République populaire de Chine, il était demandé au Comité de faire rapport au Conseil du commerce des marchandises sur le Mécanisme d'examen transitoire de la Chine.

3.2 Le représentant des États-Unis a dit qu'il était important de fixer un calendrier pragmatique pour la réception des notifications, questions et réponses nécessaires à l'examen transitoire de la Chine, afin de faire du mécanisme d'examen un exercice utile et efficace et de faciliter la tâche du Secrétariat quant à la traduction et à la distribution en temps utile des documents pertinents bien avant la réunion d'examen. Les États-Unis ne souhaitaient en aucune manière renégocier les engagements inscrits dans le Protocole de la Chine. Le principal objectif était de laisser suffisamment de temps pour recevoir les renseignements nécessaires de la Chine et échanger ensuite les questions et les réponses qui aideraient le Comité à bien se préparer à l'examen, comme l'exigeait le paragraphe 18 du Protocole. La délégation des États-Unis proposait donc une période limite de 90 jours avant la réunion d'examen pour la réception des notifications de la Chine, de 60 jours avant la réunion pour les questions posées par les Membres à la Chine et de 30 jours avant la réunion pour la réception des réponses écrites de la Chine, ce qui était la pratique normale pour les notifications et échanges de questions et de réponses semblables à l'OMC. La délégation des États-Unis pensait qu'il pourrait également être intéressant d'examiner comment le Comité traiterait les questions auxquelles la Chine ne pourrait pas répondre lors de la réunion d'examen.

3.3 La représentante des Communautés européennes a dit qu'elle faisait confiance à la Chine pour mettre tout en œuvre en vue de permettre un mécanisme d'examen constructif selon les procédures

---

<sup>9</sup> Renseignements distribués ensuite sous la cote G/LIC/Q/TUR/1.

courantes, en gardant à l'esprit le temps nécessaire à la traduction et à l'échange des questions et réponses avant la réunion suivante. Les CE espéraient que la Chine utiliserait les procédures de notification déjà établies à l'OMC comme modèle. Cela ne présupposait aucune obligation additionnelle en sus de celles stipulées au paragraphe 18 du Protocole.

3.4 Le représentant de la Chine a remercié le représentant des États-Unis pour son travail intensif et les CE pour leur déclaration et leurs observations. Il a remercié la Présidente et le Secrétariat d'avoir organisé les consultations informelles sur la question avant la réunion en cours. Réitérant la position de base de la Chine sur cette question, il a dit qu'en tant que nouvelle venue à l'OMC, la Chine prenait au sérieux sa qualité de Membre et attachait de l'importance au paragraphe 18 du Protocole. Elle faisait de grands efforts pour se préparer à l'examen transitoire et, avec la compréhension et le soutien de ses partenaires commerciaux, était déterminée à faire de son mieux pour surmonter les difficultés pratiques. Toutefois, à propos de l'examen transitoire, l'intervenant a dit que la Chine n'avait pas plus d'obligations que celles stipulées au paragraphe 18, et toute tentative pour aller au-delà et lui imposer d'autres obligations sous quelque prétexte que ce soit serait fermement rejetée. Le paragraphe 18 du Protocole, à son avis, établissait déjà des lignes directrices importantes concernant la fréquence, la procédure, la portée et le contenu de l'examen, et il serait donc inopportun qu'un organe subsidiaire de l'OMC renégocie ou redéfinisse les modalités de ces examens. Selon le paragraphe 18, les organes subsidiaires chargés des engagements de la Chine pouvaient procéder à l'examen transitoire une fois par an. Ces examens devaient en principe avoir lieu au cours de la dernière réunion ordinaire de l'année de chaque organe subsidiaire. Une fois une réunion ordinaire précise choisie et la date fixée pour l'inscription de l'examen à l'ordre du jour, le Secrétariat devrait informer la Chine du programme de la réunion dès que possible pour qu'elle puisse se préparer. Afin de faciliter l'examen transitoire, il était souhaitable que les Membres posent les questions pertinentes à la Chine bien avant l'examen, et la Chine ferait de son mieux pour les examiner au titre du paragraphe 18. D'autre part, l'intervenant a indiqué qu'au titre du même paragraphe, la Chine avait le droit de poser des questions à d'autres Membres qui appliquaient des prohibitions, des restrictions quantitatives et d'autres mesures contre les importations en provenance de Chine, incompatibles avec les règles de l'OMC et leurs engagements concernant l'accession de la Chine. Il espérait que, grâce à cet échange de vues et à ce dialogue, les Membres de l'OMC s'entendraient mieux sur la façon d'améliorer la mise en œuvre de l'Accord par tous les Membres et de faciliter une croissance plus rapide et plus solide du commerce entre la Chine et le reste du monde.

3.5 La Présidente a dit que, conformément au Protocole d'accession de la Chine, il était demandé au Comité de faire rapport au Conseil du commerce des marchandises. La dernière réunion du Comité pour cette année étant fixée au 24 septembre 2002, elle a proposé que le programme de la réunion suivante comprenne l'examen de la mise en œuvre des engagements de la Chine dans le domaine des licences d'importation, conformément au paragraphe 18 du Protocole. Elle a remercié les parties participant aux consultations informelles pour leur approche constructive et positive et formulé l'espoir qu'il en serait de même au Comité lors de la préparation de l'examen.

3.6 Le Comité a pris note des déclarations. Il est également convenu que la Présidence conduirait des consultations informelles sur le sujet afin de déterminer au mieux comment le Comité devrait remplir ses obligations au titre du mécanisme d'examen transitoire, avec rapport au CCM. Comme l'avait demandé la Chine, le Secrétariat enverrait une communication informant la Mission permanente de la Chine que l'examen transitoire prévu au paragraphe 18 de son Protocole d'accession se tiendrait lors de la réunion du 24 septembre 2002 du Comité.

#### 4. Autres questions

##### *i) Administration des contingents tarifaires en Chine*

4.1 Le représentant des États-Unis a dit que, dans ses engagements en matière d'accès au marché dans le contexte de son accession à l'OMC, la Chine s'était engagée à ouvrir, à la date de son accession, des contingents tarifaires pour un niveau spécifié d'accès au marché concernant un certain nombre de produits agricoles et d'engrais. La façon dont ils seraient administrés restait floue. Les autorités américaines étaient particulièrement préoccupées par les procédures de licences associées aux contingents tarifaires ouverts pour les produits agricoles. La répartition des contingents tarifaires avait été reportée bien après le 1<sup>er</sup> janvier 2002, date fixée dans les engagements pris par la Chine dans le cadre de son accession. Les autorités américaines attendaient encore des informations élémentaires sur le point de savoir si les attributions de contingents tarifaires avaient été faites et comment. En outre, elles étaient préoccupées par des rapports selon lesquels les contingents tarifaires attribués aux utilisateurs finaux comprenaient des conditions restrictives telles que des obligations de réexportation, des attributions non viables commercialement, et une participation limitée des entreprises autres que les entreprises commerciales d'État. Les autorités américaines croyaient aussi savoir que la Chine imposait une prescription de licence d'importation séparée aux destinataires des attributions de contingents tarifaires. Cette prescription était contraire aux engagements de la Chine mentionnés dans rapport du Groupe de travail (WT/ACC/CHN/49, paragraphe 138) et aux notes liminaires de la Liste de la Chine concernant l'accès au marché. De plus, la Chine (AQSIQ) semblait limiter la quantité de produits qu'elle examinerait en vue de l'octroi de permis d'importer. Les autorités américaines aimeraient obtenir des éclaircissements de la Chine sur cette situation.

4.2 Le représentant de la Chine a demandé à la délégation des États-Unis de formuler ses observations et ses questions par écrit afin de les envoyer aux autorités chinoises.

4.3 Le Comité a pris note des déclarations.

##### *ii) Débat sur les dispositions en matière de traitement spécial et différencié au Comité du commerce et du développement*

4.4 La Présidente s'est référée au débat du Comité du commerce et du développement, conformément au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha et au paragraphe 12 de la Décision de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, qui, entre autres, imposaient au CCD d'identifier les dispositions en matière de traitement spécial et différencié qui, selon les Membres, devraient être rendues impératives, d'examiner des moyens de rendre plus effectives les dispositions relatives au traitement spécial et différencié dans leur fonctionnement, et d'examiner les moyens qui permettraient d'aider les pays en développement et les pays les moins avancés à mieux utiliser ces dispositions. Le CCD avait été chargé de faire rapport au Conseil général en formulant des recommandations claires en vue d'une décision d'ici à juillet 2002. La Présidente a informé le Comité qu'elle avait reçu, en décembre 2001, une communication du Président du CCD à ce sujet. Elle l'a en outre informé que des dispositions avaient été prises au CCD au sujet de propositions concernant l'Accord sur les procédures de licences d'importation qui seraient examinées au cours de la session extraordinaire du 16 mai 2002. Elle croyait savoir qu'au moins une délégation avait déjà présenté au CCD, de manière informelle, une proposition concernant l'Accord sur les licences d'importation. Elle a vivement encouragé les autres délégations intéressées à participer à ce processus et à en tenir informé le Comité.

4.5 Le Comité a pris note des déclarations.

iii) *Assistance technique concernant les programmes de travail des organes de l'OMC*

4.6 La Présidente s'est référée aux débats du Comité du commerce et du développement sur l'opportunité de faire des activités d'assistance technique/de renforcement des capacités un point permanent de l'ordre du jour des Comités et des Conseils qui avaient des activités d'assistance technique. Elle a rappelé dans ce contexte que le paragraphe 41 de la Déclaration ministérielle de Doha donnait pour instruction au Directeur général de faire rapport à la cinquième session de la Conférence ministérielle sur l'adéquation et la mise en œuvre des engagements concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités énoncés dans la Déclaration, avec un rapport intermédiaire au Conseil général en décembre 2002. En conséquence, il avait été suggéré que, si l'assistance technique constituait un point permanent des ordres du jour, cela permettrait à chaque organe de suivre ces activités de façon permanente et donnerait en temps voulu au Secrétariat les éléments nécessaires à l'élaboration du rapport intermédiaire de décembre 2002. La Présidente a donc demandé aux délégations qui souhaitaient voir ce point examiné au Comité de le faire savoir au Secrétariat.

4.7 Le Comité a pris note des déclarations.

iv) *Date de la prochaine réunion*

4.8 La Présidente a informé le Comité que le Secrétariat avait fixé au 24 septembre 2002 la date de la réunion suivante du Comité, étant entendu que des réunions supplémentaires seraient convoquées si nécessaire.

v) *Élection du bureau*

4.9 Le Comité a élu M. Hiromichi Matsushima (Japon) Président du Comité par acclamation, qui exercera son mandat jusqu'à la fin de la première réunion en 2003, au titre de la règle 12 du règlement intérieur du Comité (G/L/147). Il a également élu Mlle Philippa Davies (Jamaïque) Vice-Présidente par acclamation.

---